

95<sup>e</sup> congrès  
2<sup>e</sup> session

EXEMPLAIRE DE LA COMMISSION

**LE CONFLIT VIETNAMEO-CAMBODGIEN**

RAPPORT

PRÉPARÉ À LA DEMANDE DE LA

SOUS-COMMISSION SUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE

COMMISSION DES RELATIONS INTERNATIONALES

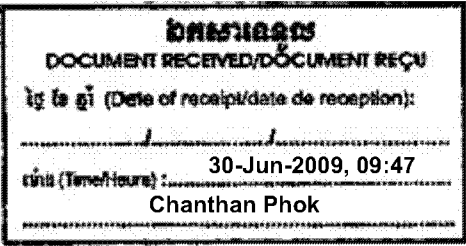
PAR LE

SERVICE D'ÉTUDES DU CONGRÈS

BIBLIOTHÈQUE DU CONGRÈS

4 OCTOBRE 1978

PRESSES DU GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS  
WASHINGTON : 1978



COMMISSION DES RELATIONS INTERNATIONALES

CLEMENT J. ZABLOCKI, Wisconsin, *président*

|                                   |                                   |
|-----------------------------------|-----------------------------------|
| L. H. FOUNTAIN, Caroline du Nord  | WILLIAM S. BROOMFIELD, Michigan   |
| DANTE B. FASCELL, Floride         | EDWARD J. DERWINSKI, Illinois     |
| CHARLES O. DIGGS, Jr, Michigan    | PAUL FINDLEY, Illinois            |
| ROBERT N. O. NIX, Pennsylvanie    | JOHN B. BUCHANAN, Jr, Alabama     |
| DONALD M. FRASER, Minnesota       | J. HERBERT BURKE, Floride         |
| BENJAMIN S. ROSENTHAL, New York   | CHARLES W. WHALEN, Jr, Alabama    |
| LEE H. HAMILTON, Indiana          | LARRY WINN, Jr, Kansas            |
| LESTER L. WOLFF, New York         | BENJAMIN A. GILMAN, New York      |
| JONATHAN B. BINGHAM, New York     | TENNYSON GUYER, Ohio              |
| GUS YATRON, Pennsylvanie          | ROBERT J. LAGOMARSINO, Californie |
| MICHAEL HARRINGTON, Massachusetts | WILLIAM F. GOODLING, Pennsylvanie |
| LEO J. RYAN, Californie           | SHIRLEY N. PETTIS, Californie     |
| CARDISS COLLINS, Illinois         |                                   |
| STEPHEN J. SOLARZ, New York       |                                   |
| HELEN S. MEYNER, New Jersey       |                                   |
| DON BONKER, Washington            |                                   |
| GERRY E. STUDDS, Massachusetts    |                                   |
| ANDY IRELAND, Floride             |                                   |
| DONALD J. PEASE, Ohio             |                                   |
| ANTHONY C. BEILENSON, Californie  |                                   |
| WYCHE FOWLER, Jr, Géorgie         |                                   |
| E (KIKI) DE LA GARZA, Texas       |                                   |
| GEORGE E. DANIELSON, Californie   |                                   |
| JOHN J. CAVANAUGH, Nebraska       |                                   |

John J. Brady, Jr, *secrétaire général*

SOUS-COMMISSION SUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE

LESTER L. WOLFF, New York, *président*

|                                                                   |                           |
|-------------------------------------------------------------------|---------------------------|
| L. H. FOUNTAIN, Caroline du Nord                                  | J. HERBERT BURKE, Floride |
| GUS YATRON, Pennsylvanie                                          | TENNYSON GUYER, Ohio      |
| HELEN S. MEYNER, New Jersey                                       |                           |
| ANTHONY C. BEILENSON, Californie                                  |                           |
| EDWARD J. PALMER, <i>secrétaire général de la sous-commission</i> |                           |
| JON D. HOLSTINE, <i>consultant minoritaire</i>                    |                           |
| CHRISTOPHER D. W. NELSON, <i>associé de la sous-commission</i>    |                           |
| JAMES J. PRZYSTUP, <i>associé de la sous-commission</i>           |                           |
| LINDA SILVER, <i>assistante</i>                                   |                           |

## AVANT-PROPOS

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS,  
COMMISSION DES RELATIONS INTERNATIONALES

*Washington D.C., le 4 octobre 1978*

Cette étude a été préparée par Douglas Pike, responsable de l'information au service diplomatique en détachement en qualité d'expert à demeure au service de recherches du Congrès, division affaires étrangères et défense nationale, bibliothèque du Congrès, à la demande de l'honorable Lester L. Wolff, président de la sous-commission sur l'Asie et le Pacifique.

Les conclusions exprimées sont celles de monsieur Pike et ne reflètent pas nécessairement les opinions des membres de la commission des relations internationales.

CLEMENT J. ZABLOCKI, *président*

## LETTRE D'ACCOMPAGNEMENT

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS,  
COMMISSION DES RELATIONS INTERNATIONALES,  
SOUS-COMMISSION SUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE

*Washington D.C., le 4 octobre 1978*

Dans le but de présenter au Congrès et au public concerné une analyse opportune et approfondie du contexte historique de l'actuelle crise qui caractérise les relations entre le Viet Nam et le Cambodge – un conflit aux vastes ramifications pour toute l'Asie – la sous-commission sur l'Asie et le Pacifique a commandité cette étude.

Cette étude a été réalisée par Douglas Pike, responsable de l'information au service diplomatique en détachement en qualité d'expert à demeure au service de recherches du Congrès, division affaires étrangères et défense nationale, bibliothèque du Congrès.

Les conclusions et jugements présentés dans ce rapport sont ceux de monsieur Pike et ne reflètent pas nécessairement l'opinion de la bibliothèque du Congrès, de la sous-commission sur l'Asie et le Pacifique, de la commission des relations internationales, ou de ses membres.

Ayant ceci à l'esprit, toutefois, la sous-commission souhaite exprimer sa gratitude envers monsieur Pike pour le travail qu'il a fourni dans le cadre de cette étude, dont la sous-commission estime qu'elle sera particulièrement utile aux sources publiques et privées essayant de comprendre les événements en Asie du Sud-Est et pour aider les États-Unis à déterminer leur politique dans ce contexte très instable.

LESTER L. WOLFF, *président*

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS.....3

LETTRE D’ACCOMPAGNEMENT .....4

GUERRE FRONTALIÈRE ENTRE LE VIETNAM ET LE CAMBODGE .....6

    UNE HISTOIRE D’ANIMOSITÉ .....6

    STÉRÉOTYPES PERSONNELS.....7

COMMUNISTES CAMBODGIENS CONTRE COMMUNISTES VIETNAMIENS .....9

LA GUERRE FRONTALIÈRE .....12

    LA SITUATION INTÉRIEURE CAMBODGIENNE.....12

    LA GUERRE FRONTALIÈRE .....13

    ATTITUDE OFFICIELLE.....15

PERSPECTIVES À COURT ET À LONG TERME .....15

    CONFLIT PROLONGÉ .....16

    ÉTAT CLIENT.....18

    SOLUTION NÉGOCIÉE.....19

LA GUERRE FRONTALIÈRE ET LE RESTE DU MONDE.....20

    LA POSITION DE LA CHINE.....21

QUELQUES CONCLUSIONS SUR LA GUERRE FRONTALIÈRE.....22

## GUERRE FRONTALIÈRE ENTRE LE VIETNAM ET LE CAMBODGE

« Notre pays », écrivait un éditorialiste d'Hoc Tap en 1966, « est le point focal de toutes les vives contradictions qui se manifestent aujourd'hui dans le monde. » Le Viet Nam a en effet été ce point focal, et il l'est toujours. Aujourd'hui, il n'existe une contradiction plus lancinante que la guerre frontalière opposant le Viet Nam à sa nation camarade d'antan, le Cambodge.<sup>1</sup> Cet article propose une analyse de cette guerre, et est subdivisé en quatre sections. Nous dresserons d'abord un historique des relations entre le Viet Nam et le Cambodge, en nous intéressant notamment à la dimension ethnique et aux relations intra-communistes. Nous récapitulerons ensuite les épisodes majeurs de la guerre. Pour replacer l'ensemble dans son contexte, nous présenterons une brève section sur la situation intérieure cambodgienne. Ensuite, nous présenterons et débattrons les trois issues les plus probables de la guerre, qui sont : la prolongation du conflit pour une durée indéterminée, la mise en place d'un gouvernement cambodgien client, et la négociation d'une solution. Enfin, nous débattrons la signification, telle qu'elle est, de cette guerre pour le reste du monde. Une conclusion nous permettra de clore l'ensemble.

### UNE HISTOIRE D'ANIMOSITÉ

À une époque, l'empire khmer partait du delta du Mékong pour s'enfoncer profondément dans l'actuelle Malaisie, en traversant toute la péninsule indochinoise. Il s'agissait d'une civilisation exotique dont l'histoire turbulente et brutale regorge de brillante créatrice. À son apogée, l'empire entretenait des relations actives avec tous ses voisins, relations généralement caractérisées par des guerres récurrentes aux combats particulièrement sanglants, et par des agressions et contre-agressions impitoyables.

Voici une illustration de nos propos. Un empereur khmer du X<sup>e</sup> siècle, irrité par un acte du roi de Java, jura qu'il obtiendrait la tête de son ennemi sur un plateau. Lorsque le roi de Java l'apprit, il monta une expédition, remonta le Mékong, captura l'empereur khmer lors d'une bataille au bord du fleuve, le décapita et renvoya sa tête dans un pot de saumure à la Cour khmère.

Au XVII<sup>e</sup> siècle, les passions guerrières khmères se calmèrent et leurs aspirations impériales s'éteignirent. Les Cambodgiens se tournèrent vers la religion, plus précisément l'ancien bouddhisme Hinayana, qu'ils embrassèrent passionnément. Si leur passion pour le domaine spirituel allait croissant, ils ne devinrent toutefois jamais des pacifistes. En effet, les officiers français qui avaient eu des Cambodgiens sous leur commandement lors de la guerre du Viet Minh les considéraient comme les meilleurs soldats naturels d'Indochine, ayant des compétences de combat supérieures à celles des Vietnamiens.

La dégénérescence de l'empire khmer et la perte de son esprit impérial servirent principalement à affûter les ambitions des voisins du Cambodge, les Thaïlandais (Siamois), les Birmans et, plus que tout, les Vietnamiens. Les Thaïlandais saccagèrent Angkor en 1431, annexèrent plusieurs provinces occidentales en 1603, imposaient régulièrement un tribut annuel et enrôlaient des Cambodgiens pour combattre dans des guerres contre la Birmanie.

Les Vietnamiens étaient particulièrement ambitieux. On peut en fait dire que l'histoire du Viet Nam comprend 1 000 ans de lutte contre l'empiétement par la Chine et 400 ans

---

<sup>1</sup> Note quant à l'usage des noms de lieux. L'initial Royaume du Kambuja ou Mon Khmer (500 av. J.-C. – 1400 ap. J.-C.) fut connu successivement sous les appellations Empire khmer, Cambodge, Khmer de nouveau et actuellement Kampuchéa. Puisque l'appellation Cambodge est la plus connue et est toujours largement utilisée, c'est celle que nous employons ici pour toutes les références du XX<sup>e</sup> siècle.

d'empiètement sur le Cambodge. L'incursion vietnamienne commença sérieusement au XV<sup>e</sup> siècle dans le cadre de ce qui fut appelé la « longue marche vers le sud ». Les Vietnamiens sortirent du delta du fleuve rouge, se dirigèrent vers le sud le long de la côte, s'arrêtèrent pour construire la capitale royale à Hue, continuèrent ensuite dans le delta du Mékong et contre les Khmers. Aujourd'hui encore, des noms de lieux sur le delta du Mékong – tels que Rach Gia et Soc Trang, qui sont des mots khmers et pas vietnamiens – témoignent du passé cambodgien. Le nom khmer du delta, « Kampuchéa khrom » signifie « Cambodge du Sud ».

À l'origine, les empereurs khmers encouragèrent les Vietnamiens, leur octroyant des privilèges dans le pays afin de contrer leur ennemi plus ancien, les Thaïlandais. Dans les années 1830, un empereur vietnamien particulièrement ambitieux lança une intrusion de grande ampleur. Il installa des agents pour collecter des impôts et pour distribuer les corvées. L'empereur khmer conclut une alliance avec la Thaïlande, ce qui donna lieu à une guerre de 6 ans entre la Thaïlande et le Viet Nam, menée sur le territoire cambodgien et qui vit au final le Cambodge plus ou moins occupé par les deux armées.

L'arrivée des colonialistes français, à peu près à l'époque de la guerre civile américaine, mit fin au démembrement de l'empire khmer. Mais par la suite, pratiquement tous les Cambodgiens restèrent convaincus que dès qu'ils en auraient l'occasion, les Vietnamiens reprendraient leur entreprise qui avait été interrompue par les Français.

Le Cambodge fut placé sous protectorat français en 1864 et, s'il est vrai qu'il s'agissait d'un nouveau maître pour le pays, cela lui permettait au moins de survivre. Dès lors, pendant les 80 ans de protectorat français, les Cambodgiens trouvèrent le statut colonial un peu moins odieux que les Vietnamiens. Mais il y eut tout de même des pertes. Les Français mobilisèrent l'hostilité existant entre le Cambodge et le Viet Nam à leurs propres fins. Les ressortissants vietnamiens dominaient l'administration coloniale cambodgienne et (en concurrence avec les Chinois de souche) les activités financières. La menace que représentaient ces Français de substitution pour le Cambodge marquait les mémoires.

Devenu indépendant en 1954, le Cambodge, sous le prince Norodom Sihanouk, fut remis face à son ennemi potentiel vietnamien. La stratégie d'ensemble de Sihanouk fut de chercher en dehors de son pays des garanties pour la neutralité du Cambodge et des assurances pour son intégrité territoriale. Au moins 30 pays, dont certains en Europe, répondirent à la requête de Sihanouk. Ironie de la chose, parmi les pays garantissant les frontières du Cambodge se trouvaient le Nord-Viet Nam et le Front national de libération du Sud-Viet Nam. Sihanouk tenta également ce qu'il appela la stratégie de l'équilibre des forces ennemies, qui ne donna pas les résultats escomptés, mais qui explique pourquoi il dénonçait les États-Unis comme un agresseur en Indochine tout en fournissant à l'US Air Force les coordonnées géographiques des camps Viêt-Cong installés au Cambodge.

## STÉRÉOTYPES PERSONNELS

Au niveau individuel, les attitudes vietnamiennes et cambodgiennes sont restées intransigeantes au fil du temps. L'émotion cambodgienne dominante vis-à-vis du Viet Nam est la peur, ce qui se reflète dans des stéréotypes ethniques et raciaux. Les Cambodgiens voient les Vietnamiens comme un peuple agressif, excitable, turbulent et insolent (tandis qu'ils se considèrent doux et pastoraux). Un terme khmer commun pour désigner un Vietnamien est « thmil », qui signifie « ennemi éternel impie » ; un autre est un terme signifiant « serpent à deux têtes ». Le terme khmer honorifique « frère » est rarement utilisé pour s'adresser à un Vietnamien.

Pour leur part, les Vietnamiens considèrent les Cambodgiens avec mépris et leur appliquent des stéréotypes raciaux tels que sales, paresseux, anti-mécaniques. Un terme vietnamien commun pour désigner les Cambodgiens est « cao man », qui signifie « barbare primitif », faisant référence au déchaînement qui peut caractériser le comportement d'un Cambodgien excité.

Tout ceci a probablement une signification plus importante pour les Cambodgiens que pour les Vietnamiens. Pendant des siècles, la pensée cambodgienne a été pénétrée par un sentiment d'insécurité. Nous sommes cernés par des loups, dit un proverbe cambodgien, certains étant Thaïlandais et certains Vietnamiens. Le sens de cet état d'esprit a été pointé par le prince Sihanouk, qui a noté lors d'un entretien en 1966 que les Cambodgiens avaient souffert de l'impérialisme de tous les régimes vietnamiens de l'histoire. Il a ajouté ceci :

*Question.* Quels sont, au niveau régional, les problèmes de politique étrangère qui inquiètent le plus sérieusement le gouvernement cambodgien ?

*Réponse.* Notre principal problème est de protéger les frontières actuelles de notre pays, qui est aujourd'hui réduit à sa plus simple expression après avoir été un vaste empire. Nos voisins thaïlandais et vietnamiens occupent de vastes étendues de terres qui étaient auparavant les nôtres et où vivent encore 3 à 4 millions de Khmers, pour la plupart encore fidèles à leur patrie. Nous ne revendiquons pas ces territoires qui nous ont été pris par la ruse ou la violence. Mais nous sommes déterminés à protéger le territoire qu'il nous reste<sup>2</sup>.

Cette inquiétude demeura sous le gouvernement de Lon Nol. L'un des slogans de propagande les plus fréquents dans les années 1970 était : « Viêt-Cong, mangeurs du territoire cambodgien ».

Dans ce que l'on pourrait qualifier de continuation pratiquement parfaite de la vision passée, les dirigeants actuels du Cambodge dépeignent les Vietnamiens comme des ennemis agressifs et cupides – pratiquement chaque déclaration comprend les termes « expansionnistes » et « annexionnistes » – dont le but est de soumettre le Cambodge et finalement de muer tous les Cambodgiens en Vietnamiens. De nouveau, le thème est la survie nationale.

Au fil de l'histoire, d'autres pays se sont également retrouvés encerclés par des ennemis, mais la plupart ont été en mesure de les monter l'un contre l'autre pour assurer leur survie. Cela n'a pas fonctionné pour le Cambodge, et cet échec fait partie de l'héritage du pays. L'histoire apprend au Cambodge que la politique d'équilibre des puissances n'apporte aucune certitude, que les alliances n'apportent aucune protection.

Dans ce contexte, nous voyons donc que l'actuelle guerre « frontalière » a des implications psychologiques plus profondes et qu'il ne s'agit pas d'un simple conflit sur les frontières. La genèse de la guerre peut être trouvée dans des questions de démarcation. Les frontières n'ont été fixées que sommairement par les Français, habituellement au détriment des Cambodgiens. Mais la guerre touche à des passions et à des craintes fondamentales qu'une simple décision traçant de nouvelles lignes sur une carte ne pourra pas régler.

Toujours dans ce contexte, nous comprenons que le comportement hostile, sinon agressif, du Cambodge à l'égard du Viet Nam et la Thaïlande n'est pas complètement irrationnel. Le Cambodge a tenté de repousser ses ennemis de plusieurs manières et aucune n'a fonctionné. La seule option qu'il lui reste est donc le comportement irrationnel, ou qui paraît irrationnel. Il adopte ainsi en quelque sorte l'attitude d'un petit chien hérissant le poil. Le but de cette manœuvre est de hérissier le poil – à l'image d'un petit chien entouré de chiens plus grands et plus forts – en partant du principe qu'en paraissant agressif, terriblement pénible et à ce point indifférent aux conséquences, vous arriverez à convaincre les autres de vous laisser tranquille. Cela peut ne pas fonctionner, mais cette option est aussi prometteuse qu'une autre pour les Cambodgiens.

---

<sup>2</sup> Entretien avec Sihanouk, Christian Science Monitor, 28 juillet 1967.

## COMMUNISTES CAMBODGIENS CONTRE COMMUNISTES VIETNAMIENS

Si l'histoire de la relation ethnique entre les Cambodgiens et les Vietnamiens est épouvantable, l'association des communistes vietnamiens avec les communistes cambodgiens n'a jamais vraiment été plus brillante. Cette relation a toujours été entachée de conflits, d'hostilité et même d'actions militaires de faible ampleur. Ces problèmes ne commencèrent pas en décembre 1977, date à laquelle la majeure partie de la communauté internationale prit conscience des troubles. Si l'on en croit les Cambodgiens, l'origine de ces tensions remonte à 1954, année où le Viet Nam trahit la cause cambodgienne à la Conférence de Genève – comme les Vietnamiens estimèrent ensuite avoir été trahis par la Chine et l'URSS.<sup>3</sup>

Le communisme arriva au Cambodge plus tard que dans le reste de l'Indochine. Le mouvement apparut au Viet Nam au milieu des années 1920 et avait acquis une certaine prise, si limitée soit-elle, en 1930. Des communistes laotiens étaient actifs lors de la guerre du Viet Minh. Il n'existe aucune trace d'activité chez les communistes cambodgiens en tant que tels avant les années 1960. Auparavant, les Cambodgiens qui souhaitaient embrasser le communisme le faisaient au sein du mouvement vietnamien. D'un point de vue organisationnel, le Cambodge était une juridiction régionale du Parti communiste indochinois et de ses successeurs. C'était le cas par exemple dans le Comité provisoire d'origine (1949) du Parti révolutionnaire populaire cambodgien (Ban Van Dong Than Lap Dang Nhan Dan Cach Mang Cao Mien), des quartiers généraux auxquels s'ajoutaient quelques commissions de cadres (ban can su) placés sous le contrôle général de Nguyen Ngoo Son.

Toutefois, ce passé n'est plus acceptable pour les communistes cambodgiens, qui réécrivent aujourd'hui l'histoire. Une généalogie du parti fut publiée pour la première fois en 1978. Il est affirmé dans ce document que le parti fut fondé le 30 septembre 1951, avec un comité central comptant quatre hommes et 10 000 membres.<sup>4</sup> Peu de preuves permettent d'étayer ces allégations. Le Cambodge comptait de nombreuses forces insurgées durant la guerre du Viet Minh, qui pourraient avoir totalisé 10 000 hommes. Mais il s'agissait d'amalgames marxistes-nationalistes – les plus importants étant les Khmer Issarak et l'Armée populaire de libération khmère. D'après les informations disponibles, aucune de ces forces ne disposait de l'« appareil » d'un Parti communiste formel.

Dans les premières années de la guerre du Viet Nam, vers 1960, des Cambodgiens dissidents comprenant des révolutionnaires marxistes naissants, placèrent leurs espoirs dans le glissement graduel vers la gauche de la politique cambodgienne. Cette tendance se renversa en septembre 1966, lorsque les élections portèrent Lon Nol au pouvoir et que l'extrême gauche prit le maquis. L'année suivante, une « lutte armée » menée par le Parti Pracheachon (Parti révolutionnaire populaire) ou Khmers rouges (comme ils furent appelés par le prince Sihanouk) éclata dans la province de Battambang. À la fin de l'année 1968, on rapportait une activité khmère rouge dans 11 des 19 provinces du pays. Les dirigeants de l'époque étaient apparemment les mêmes que ceux qui dirigent le Cambodge aujourd'hui.<sup>5</sup>

Durant les premières années, essentielles, de leur existence, les communistes cambodgiens furent peu aidés par leurs camarades vietnamiens. Les Vietnamiens furent en effet obligés de

<sup>3</sup> La longue histoire de ces mauvaises relations a été consignée à l'époque. Voir Douglas Pike, « Cambodia's War: Southeast Asia Perspective », n° 1, mars 1970. Également David E. Brown, « Exporting Insurgency: The Communists in Cambodia », un texte lu lors d'une conférence du SEADAG, décembre 1971.

<sup>4</sup> Les membres cités étaient : le président Sien Heng, le secrétaire-général Tou Samouth, Son Ngoo Minh et Ohan Samay. Sien Heng était à moitié Vietnamien.

<sup>5</sup> Les principaux dirigeants cambodgiens semblent aujourd'hui être les suivants, selon leur rang : Pol Pot (également appelé Pol Phat, Saloth Sar, Nuon Suon et To Saut), secrétaire général du Parti ; Nuon Chea, apparemment numéro deux, chargé de l'armée et de la défense ; Ieng Sary, relations extérieures, en particulier les relations avec la Chine ; Son Sen (ou Senn), sécurité de l'État/commissaire militaire ; T. Nhun, sécurité du Parti, Vorn Vet, affaires économiques ; Khieu Samphan, chef d'État.

choisir entre les communistes cambodgiens et le prince Sihanouk et ils choisirent ce dernier. Hanoi considérait que le mouvement communiste cambodgien était trop petit<sup>6</sup> pour être efficace et voulait que tous les dissidents cambodgiens suivent un itinéraire de front uni (dirigé en secret par le Parti communiste vietnamien qui inclurait les Cambodgiens) et recourir d'abord aux Vietnamiens de souche vivant au Cambodge.

Lorsque le mouvement communiste cambodgien fut lancé, il était donc en grande partie seul. Ce n'est qu'après avril 1970, suite au renversement de Sihanouk, que les communistes vietnamiens se lancèrent dans un travail intensif d'organisation et aidèrent leurs frères au Cambodge. Mais ce traitement tardif ne fit que confirmer les soupçons cambodgiens voulant que les Vietnamiens soient plus intéressés par l'exploitation du communisme cambodgien que par son développement. En conséquence, dès les premiers jours, les dirigeants cambodgiens tenaient les Vietnamiens à distance, leur parlaient peu de leurs plans stratégiques et, en fait, se confiaient à peine à eux pour quoi que ce soit. Un principe d'indépendance fut établi de façon précoce, au prix de la solidarité prolétarienne. Les communistes cambodgiens acquirent la ferme conviction que ce que les Vietnamiens voulaient – et ce qu'ils avaient en fait toujours voulu – de la part du communisme cambodgien et laotien était un asservissement, sinon un contrôle total.

En conséquence, la force insurgée cambodgienne résultante qui fut créée est d'autant plus impressionnante. Pol Pot et ses associés ont bâti une armée en un délai étonnamment court, partant de pratiquement rien à la fin des années 1960, pour arriver à 50 000 hommes en environ 3 ans et à 70 000 hommes et une victoire totale 3 ans plus tard, un phénomène majeur unique dans l'histoire militaire moderne.

Publiquement, les Vietnamiens ont entretenu au fil des ans une façade (à laquelle les Cambodgiens ont contribué par leur silence) d'unité révolutionnaire, la « tradition de la solidarité au combat » comme l'ont exprimée les écrivains d'Hanoi. La solidarité au combat était le thème d'un pamphlet du Parti de 1930, qui aurait été écrit par Ho Chi Minh, expliquant pourquoi le nom du Parti communiste vietnamien était changé en Parti communiste indochinois. Ho affirmait que depuis que les trois pays indochinois étaient placés « politiquement sous le règne et l'oppression français \* \* \*, ils ne pouvaient lutter séparément. » Le thème réapparut lors du 8<sup>e</sup> plenum du PCI (en 1941), qui promouvait l'idée d'un front uni contre les Français, ainsi qu'en 1951 lors d'une conférence en Indochine qui réunit les Vietnamiens, les Cambodgiens et les Laotiens pour une séance consacrée à l'adoption d'une stratégie militaire générale. En 1966 (comme le Cambodge le révéla en 1978), les deux partis communistes conclurent un « accord de principe pour la coopération ». Cette idée de partage d'un sort commun fut de nouveau développée dans la déclaration commune du 7 juin 1970 :

Les peuples indochinois reconnaissent de tout leur cœur que les destinées de leurs pays sont étroitement liées et qu'aucun d'eux ne peut vivre pacifiquement en toute indépendance et liberté si le territoire d'un autre est envahi par des agresseurs impérialistes.

En réalité, l'idée d'un ennemi plus ou moins commun pour unir les trois mouvements révolutionnaires constituait un ciment bien lâche, qui commença à perdre prise au Cambodge en 1970. À l'époque, l'anticolonialisme revêtait peu de substance pour les Cambodgiens et l'élan anti-impérialiste, même s'il était plus fort, était un motif insuffisant pour que les Cambodgiens fassent le moindre sacrifice pour le Viet Nam. Le Cambodge traçait de plus en plus clairement sa propre route, non celle de la solidarité avec le Viet Nam, mais celle du neutralisme. La querelle opposant les gauchistes cambodgiens était de savoir comment y arriver au mieux sous un étendard marxiste.

---

<sup>6</sup> Il comptait à l'époque seulement quelques centaines de membres. Selon des sources de services de renseignements, voici l'estimation du nombre de membres du Parti communiste cambodgien : 8 000 début 1970, 60 000 début 1975 et 90 000 actuellement.

En avril 1970, le Viet Nam lança ce qui s'avéra être sa dernière grande tentative de forger l'unité. Il organisa un sommet indochinois et proposa de former un front uni puissant, à l'image du victorieux Viet Minh, qui unifierait les activités politiques et diplomatiques des trois partis. Le but était probablement de faire le premier pas vers la création d'un commandement militaire commun. C'est ce qu'indiquaient les rapports des services de renseignements de l'époque, et cette idée était certainement sensée d'un point de vue militaire, du moins pour les Vietnamiens. Mais les Cambodgiens et les Laotiens n'étaient pas preneurs. La forme fut établie, une révolution indochinoise unique fut créée sur papier, mais elle ne se concrétisa jamais. Les Vietnamiens continuèrent de la feindre durant des années par la suite – en organisant des célébrations pour chaque anniversaire – mais il était clair pour tout le monde que l'unité indochinoise volontaire était une idée mort-née.

La conférence permit de mettre en place un bureau de liaison entre le Viet Nam et le Cambodge, dont la tâche était d'améliorer les relations quotidiennes sur le terrain. Le bureau fut fermé par les Cambodgiens en 1973, après que les Vietnamiens eurent signé l'Accord de Paris, ce que tous les communistes cambodgiens considérèrent comme une nouvelle trahison des Vietnamiens. Le Viet Nam riposta en retirant une partie de ses conseillers techniques et de son personnel logistique.<sup>7</sup>

Une activité vietnamienne d'un autre niveau s'est manifestée au Cambodge à cette époque, une activité dont nous savions peu de choses jusqu'à récemment. Il s'agissait d'un effort vietnamien concerté visant à manipuler la prise de décision au sein du mouvement communiste cambodgien et à promouvoir les carrières de certains Cambodgiens. Khieu Samphan a récemment décrit cet effort en des termes peu flatteurs :

Lorsque les Vietnamiens établirent leurs sanctuaires au Cambodge en 1965, \* \* \* ils créèrent secrètement une armée spéciale cambodgienne dirigée par un groupe d'hommes mauvais pour disposer d'un outil sur le sol cambodgien. Ils incitèrent cette poignée de traîtres cambodgiens à créer un nouveau parti pour détruire le Parti communiste cambodgien, créer une administration étatique spéciale qui diviserait et détruirait l'armée révolutionnaire cambodgienne et s'opposer et s'attaquer à la puissance étatique révolutionnaire cambodgienne sous la direction du PCK. Ces projets furent toutefois contrecarrés \* \* \*.

Après la libération, les Vietnamiens poursuivirent leurs efforts pour fomenter un coup d'État au Kampuchéa, en recourant à une poignée de traîtres qui étaient des agents vietnamiens.<sup>8</sup>

Comme l'on pouvait s'y attendre, cette situation finit par entraîner une lutte de pouvoir mortelle mais très obscure entre les communistes cambodgiens, qui atteignit son summum au printemps 1977. De nombreux cadres et membres furent purgés, non seulement ceux que l'on estimait être des agents vietnamiens, mais également ceux dont le seul crime était d'avoir été formés à Hanoi.<sup>9</sup> Certaines fonctions au sein du Parti furent assumées par quatre personnes différentes en l'espace de 12 mois.

La lutte de pouvoir/purge, même s'il s'agissait d'abord d'une lutte personnelle et entre factions, impliqua également plusieurs conflits doctrinaux. L'un d'eux avait trait à l'orientation idéologique personnelle, que ce soit vers Hanoi, Pékin ou Moscou. Un autre

---

<sup>7</sup> On croyait à l'époque – en 1973 – que toutes les forces vietnamiennes avaient été retirées du Cambodge. Toutefois, de récents reportages dans la région affirment que certaines forces militaires vietnamiennes sont restées au Cambodge après l'Accord de Paris et que leur refus persistant de partir était l'une des raisons de l'actuelle guerre frontalière. C'est peu probable, mais possible.

<sup>8</sup> Déclaration officielle du gouvernement cambodgien du 30 décembre 1977. On estimait initialement que le Parti communiste cambodgien était composé de trois factions principales : (1) les Khmers rouges originaux, pour la plupart des intellectuels marxistes de la classe moyenne entretenant des relations avec les partis communistes français et soviétique, (2) les sihanoukistes/nationalistes/maoïstes, entretenant des relations avec Pékin et (3) ceux qui ont été appelés les 6 000 de Hanoi, ex-Viet Minh et autres, recrutés et envoyés à Hanoi pour infiltration et formation à la fin des années 1960. Un parti monolithique plus petit a probablement émergé aujourd'hui de ces factions, sous le contrôle strict de Pol Pot.

<sup>9</sup> Il a été fait référence à cette purge lors d'une émission radiophonique de Hanoi le 15 février 1978.

concernait la cruauté généralisée du Parti. Un troisième traduisait une concurrence entre la jeunesse et l'expérience. Enfin, la lutte dressa dans une certaine mesure l'armée contre le Parti. Un élément omniprésent dans cette lutte entre factions – comme dans la guerre contre les Vietnamiens – était le choc entre deux orientations du communisme, l'une orthodoxe, l'autre hétérodoxe.

## LA GUERRE FRONTALIÈRE

Nous nous intéressons maintenant aux événements des trois dernières années, à savoir la guerre frontalière entre le Viet Nam communiste et le Cambodge communiste. Il convient toutefois de présenter d'abord la situation intérieure cambodgienne, pour replacer la situation dans son contexte.

### LA SITUATION INTÉRIEURE CAMBODGIENNE

Depuis la prise de pouvoir communiste, a dit un observateur, le Cambodge est devenu un 1984 kafkaïen. Le thème officiel est la purification et l'égalitarisme. Purifier la société par une souffrance forcée, imposée identiquement à tous. Engendrer délibérément un traumatisme social pour produire une expérience partagée commune, dans laquelle tout le monde doit souffrir de manière égale. Ayant vaincu l'ennemi – dit le slogan – nous devons maintenant nous vaincre nous-mêmes.

La méthode d'approche pourrait être qualifiée de principe d'élimination :

(1) Éliminer le centre urbain en dépit de l'argument historique voulant que la civilisation ne soit apparue qu'après l'avènement de la ville et ne puisse exister sans celle-ci. Trois millions de personnes ont été évacuées de Phnom Penh, laissant derrière elles une ville fantôme comptant quelque 25 000 habitants, des soldats pour la plupart. La célèbre cathédrale de la ville, construite sur le modèle de Chartres, a été démontée et emportée dans la jungle pierre par pierre.

(2) Éliminer la place du marché comme institution. Éliminer l'argent : des millions de rials en billets ont été soufflés dans la rue lors du dynamitage de la banque d'État, et ils y sont restés de nombreux mois, ignorés et sans la moindre valeur. Éliminer l'intermédiaire économique, source de mal et de corruption (comme l'économie elle-même).

(3) Éliminer la communication des idées. Aucun journal, aucun magazine n'est diffusé, aucune station de radio n'émet. Un feu ayant brûlé 2 semaines à Phnom Penh a été alimenté par des livres, des documents, des dossiers, des étagères à livres et du mobilier de bibliothèque.

(4) Éliminer toute personnalité au sein du gouvernement. Le pays est aujourd'hui dirigé par l'« *Angkar* », « l'Organisation ». L'autorité est exercée par des ombres sans visage : sans dimension. L'« *Angkar* » est lointaine, omnisciente, omnipotente, à l'image de la mafia. Des jeunes en chemise noire viennent dans les villages. Ils disent ne pas avoir de nom et seulement représenter l'« *Angkar* ».

(5) Éliminer la religion organisée. Une lutte âpre est menée contre le bouddhisme Sangha, qui fut un temps la plus puissante institution sociale du Cambodge. Les moines sont défroqués, les temples vidés.

(6) Éliminer les classes. Il n'existe aucune hiérarchie. La langue est purgée de tous les termes traduisant une distinction sociale.

(7) En bref, éliminer le Cambodge moderne et ramener le pays à l'époque de l'« *Angkar* ».

Cette politique débouche sur des perturbations sociales extrêmes, la famine, une épidémie de choléra, une migration de masse, une mortalité inouïe parmi les jeunes, les personnes âgées et les malades, une somme incroyable de souffrances humaines. Peut-être 1 million de personnes sont mortes, peut-être 2,5 millions.<sup>10</sup>

C'est dans ce contexte que l'actuelle lutte militaire doit être replacée. Nous pouvons à présent reconstituer l'historique de cette lutte avec une précision raisonnable, en partant des déclarations officielles franches et des bribes d'informations qui filtrent.

### LA GUERRE FRONTALIÈRE

Voici les développements majeurs de ces 3 dernières années :

(1) Avril et mai 1975 : victoire pour le communisme en Indochine. Les Vietnamiens et les Cambodgiens s'emparent d'une série de terres et d'îles. Bien entendu, le chaos et la confusion régnaient à l'époque, et certaines prises étaient davantage le fruit d'une initiative de commandants locaux que d'ordres émanant du centre. Les Cambodgiens (selon les Vietnamiens) tentent de s'emparer des îles de Phu Quoc et Tho Chu et enlèvent 500 personnes ce faisant. Ils font des incursions dans les provinces d'Ha Tien et Tay Ninh. Les Vietnamiens (selon les Cambodgiens) s'emparent de l'île de Poulo Wai le 17 avril et font des incursions dans les provinces de Ratanakiri et Mondulakiri. Pendant cette période, Hanoi envoie une note officielle à Phnom Penh suggérant l'établissement de relations diplomatiques formelles. Le Cambodge s'abstient de répondre pendant pratiquement 3 mois.

(2) Juin 1975 : Pol Pot conduit une délégation de trois personnes à Hanoi pour débattre de la prise de l'île de Poulo Wai (selon le Cambodge en janvier 1978). Un groupe de liaison frontalier est créé pour gérer les conflits de frontière.

(3) Août 1975 : l'intensification des incursions cambodgiennes amène le secrétaire du Parti Le Duan à Phnom Penh. Il s'agit du premier effort concerté pour éviter de nouvelles détériorations. Des rapports officieux affirment que Le Duan avertit les Cambodgiens que le Viet Nam ne tolérera plus de nouveaux incidents frontaliers. Les Cambodgiens évoquent de nouveau le sujet de l'île de Poulo Wai.

(4) Décembre 1975 : les Cambodgiens (selon les Vietnamiens) s'engagent dans des escarmouches frontalières dans les provinces montagneuses de Kontum et Darlac. Les Vietnamiens (selon les Cambodgiens) tentent de soutenir un coup d'État contre le gouvernement cambodgien, mais le complot est déjoué.

(5) Mai 1976 : une réunion préparatoire et de programmation se tient à Phnom Penh (selon les Vietnamiens en janvier 1978) pour planifier une réunion au sommet en juin 1976 entre les deux partis communistes. La réunion préparatoire est interrompue à mi-parcours par les Cambodgiens, mais pas avant qu'un ordre du jour provisoire ne soit fixé : (a) débat sur un accord de principe selon lequel tous les litiges et conflits frontaliers doivent faire l'objet de négociations ; (b) débat sur des efforts d'endoctrinement communs parmi les populations respectives dans la région frontalière sur la façon d'éviter les conflits ; (c) débat sur la création d'un groupe de liaison permanent pour gérer les litiges et conflits à mesure qu'ils se présentent. Plus tard, les Vietnamiens ont affirmé<sup>11</sup> qu'un accord avait été trouvé pour régler la question et que les négociations avaient véritablement commencé, avant d'être interrompues par le Cambodge.

---

<sup>10</sup> Lon Nol, évoquant des sources secrètes exclusives au Cambodge, a déclaré que le nombre total de morts était de 2,5 millions. New York Times, 12 septembre 1977.

<sup>11</sup> L'ambassadeur vietnamien à Pékin, s'adressant à des journalistes japonais en janvier 1978.

(6) 30 avril 1977 : après une année de calme relatif, le Cambodge (selon le Viet Nam) envoie des forces de la taille de divisions dans la région d'Ha Tien-Chau Doc pour piller et semer le trouble dans les nouvelles zones économiques vietnamiennes.

(7) Été 1977 : Hanoi et Phnom Penh échangent des messages officiels sur la cause de la guerre frontalière. Le Viet Nam ferait pression sur les Chinois pour qu'ils agissent en qualité d'intermédiaires. Aucun résultat significatif n'en découle.

(8) Septembre 1977 : sous les ordres du général Vo Nguyen Giap, le Viet Nam lance des offensives systématiques et de grande envergure en territoire cambodgien. Il s'agit de pénétrations peu profondes, moins de 16 km pour la plupart, mais réparties pratiquement sur l'ensemble de la frontière, qui mesure un millier de kilomètres. Fin septembre, les Cambodgiens entament des incursions le long d'un front de 145 km dans la région de Tay Ninh.

(9) Novembre 1977 : la guerre s'intensifie fortement lorsque la 9<sup>e</sup> division vietnamienne mène une opération militaire majeure dans la région du Bec de Perroquet de la province de Svay Rieng. À certains endroits, ils pénètrent à une profondeur de pratiquement 55 km. Les Vietnamiens utilisent de l'artillerie de 130 millimètres, des chars T-62 et des chasseurs bombardiers Sky Raider. Les Cambodgiens affirment que 2 000 des 20 000 envahisseurs sont tués.

(10) 25 décembre 1977 : les Cambodgiens – par l'intermédiaire du Comité permanent de l'armée révolutionnaire populaire cambodgienne réuni en session spéciale – décident d'annoncer publiquement l'état de guerre. Une déclaration officielle et l'annonce de l'arrêt des relations diplomatiques sont faites le 31 décembre.

(11) Janvier 1978 : les forces militaires vietnamiennes, dont le nombre d'hommes est estimé à 60 000 et comprenant pas moins de six divisions de la PAVN<sup>12</sup> (contre 20 000 Cambodgiens) entament de nouvelles opérations dans les provinces de Takeo et Kampot, occupant (selon les Cambodgiens) quelque 640 kilomètres carrés de territoire. Les Cambodgiens affirment (en date du 7 janvier) avoir tué ou blessé 29 200 Vietnamiens durant ces 4 derniers mois de combats, avec un taux de mise à mort de plus de 20 contre 1.

(12) 15 février 1978 : la RSV envoie une note diplomatique au Cambodge appelant à l'organisation de négociations immédiates, que les Cambodgiens rejettent, selon Hanoi.

(13) Avril 1978 : les affrontements frontaliers se sont poursuivis jusqu'à la fin de l'hiver et au début du printemps. Les Vietnamiens affirment début avril que les Cambodgiens pénètrent sur le territoire vietnamien environ 12 fois par semaine en moyenne. Les contre-accusations cambodgiennes indiquent un niveau d'activité similaire de la part des Vietnamiens. Des reportages de Bangkok de cette époque affirment que pratiquement toutes les forces d'occupation vietnamiennes se sont retirées calmement du Cambodge, ce qui n'a pas pu être vérifié.

(14) 15 mai 1978 : le Cambodge envoie une note diplomatique à Hanoi proposant un délai de réflexion de 7 mois après lequel – en l'absence d'incidents frontaliers – des négociations pourraient être lancées (le délai a été ramené à « 3 ou 4 mois » le 12 juin par Ieng Sary lors d'une visite à Tokyo). Le Cambodge affirme (le 17 juin) qu'Hanoi a rejeté la proposition.

(15) 17 mai 1978 : de violents combats sont de nouveau rapportés à la frontière, principalement dans la région de Tay Ninh/Mimot.

(16) 4 juin 1978 : à l'occasion d'une conférence de presse à Tokyo, Ieng Sary accuse le « Viet Nam de collaborer avec la CIA pour renverser l'actuel gouvernement du Kampuchéa démocratique ». Réponse du Viet Nam (radio de Hanoi et Nhan Dan, le 27 juin) : « Les autorités kampuchéennes sont-elles devenues folles ? Leur invention est si ridicule que l'on ne peut s'empêcher d'en rire ouvertement. »

---

<sup>12</sup> Y compris les 5<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup> et 9<sup>e</sup> (qui ont pris Saigon), la 812<sup>e</sup> (la division Dien Bien Phu) et la 820<sup>e</sup>. Les divisions de l'armée révolutionnaire cambodgienne sont la 1<sup>ère</sup>, la 3<sup>e</sup> et la 290<sup>e</sup>.

(17) 24 juin 1978 : Hanoi rapporte une nouvelle série d'incidents frontaliers dans les régions de Tay Ninh et Kontum, affirmant avoir écrasé deux bataillons de l'armée cambodgienne.

### POSITION OFFICIELLE

Les deux parties produisent des déclarations à l'attention de l'opinion publique internationale, les Vietnamiens bien plus habilement que les Cambodgiens.

La posture vietnamienne envers la guerre frontalière consiste principalement en une retenue magnanime, celle des Cambodgiens en une indignation vertueuse. Les Vietnamiens parlent d'un règlement rationnel de la question, les Cambodgiens parlent de survie. (Rhétorique cambodgienne utilisée contre les Vietnamiens et contre les États-Unis durant la guerre du Viet Nam.) Les Vietnamiens décrivent le Cambodge en termes de coopération passée, les Cambodgiens décrivent l'ancienne perfidie vietnamienne. La solution au problème, disent les Vietnamiens, est de négocier. La solution, disent les Cambodgiens, est le retrait vietnamien et l'obtention de garanties pour l'avenir. Les deux parties parlent de frontières sacrées, de détermination à ne pas être dominés. Les deux disent ne pas faire la guerre, mais seulement résister à une agression. Les deux déclarent n'avoir aucune ambition agressive et ne vouloir que des relations amicales avec l'autre.

Les Vietnamiens accusent les Cambodgiens de lancer des raids pour s'emparer de nourriture et de fournitures médicales. Les Cambodgiens accusent les Vietnamiens de mener une guerre économique (en brûlant les plantations d'hévéas, par exemple), de voler le riz et de nourrir l'ambition finale d'intégrer le Cambodge dans une fédération indochinoise.<sup>13</sup>

Les deux parties profèrent des accusations atroces et macabres : des enfants sont démembrés et leurs membres jetés dans des huttes en feu, les foies des blessés sont extraits pour s'en nourrir, les fœtus sont arrachés des ventres de leur mère, des femmes sont violées, des familles entières sont massacrées, des pagodes sont mises à sac, des hôpitaux et des écoles sont pillés. Les Cambodgiens affirment que les Vietnamiens ne prennent pas de prisonniers (un rapport confirmé par des sources fiables). À Hanoi, les Vietnamiens font des briefings aux visiteurs avec des photos couleur. Les Cambodgiens mettent en avant des prisonniers vietnamiens qui décrivent les mois de préparation précédant l'attaque. Les deux parties se livrent à un trafic important de documents saisis. Les deux emmènent des visiteurs sélectionnés au front.

### PERSPECTIVES À COURT ET À LONG TERME

Les trois issues les plus probables à la guerre frontalière, par ordre décroissant de probabilité, semblent être les suivantes :

(1) Une issue non décisive. Une guerre de durée indéterminée gagnant et perdant en intensité, peut-être pendant des années. Un accord tacite sera peut-être conclu quant à l'ampleur maximale à respecter.

(2) La mise en place d'un gouvernement cambodgien client. Cette issue impliquerait que les Vietnamiens fournissent des efforts de manipulation pour mettre au pouvoir – au niveau des villages et au centre – des Cambodgiens coopératifs. Au-delà, la vietnamisation du Cambodge.

---

<sup>13</sup> Un très long livre blanc de la RSV sur le Cambodge diffusé le 7 avril 1978 à Hanoi expliquait qu'une fédération indochinoise incluant le Viet Nam, le Laos et le Cambodge avait été l'objectif du Parti communiste indochinois depuis 1980, mais qu'il avait été abandonné en [illisible].

(3) Une solution négociée. Cette solution pourrait être trouvée soit de façon privée, entre les deux parties uniquement, soit internationalement, ce qui impliquerait une tierce partie telle que la Chine, l'URSS, les Nations Unies ou d'autres.

Parmi les issues moins probables, citons l'occupation physique militaire totale du Cambodge par l'armée vietnamienne, une véritable guerre par procuration, entre l'URSS et la RPC, ou la régionalisation de la guerre, qui ferait tâche d'huile dans les pays d'Asie du Sud-Est et peut-être en RPC et en URSS.

### CONFLIT PROLONGÉ

Au moment où nous écrivons ce rapport, la perspective la plus probable pour la guerre est qu'elle se prolonge pour une durée indéterminée, c'est-à-dire que les événements actuels se poursuivent. L'appréciation initiale de la plupart des observateurs, début janvier 1978, était que les Vietnamiens prendraient les choses fermement en main et résoudraient la question rapidement. Ce n'est pas ce qui s'est produit.

Dans cette guerre qui s'éternise, les Vietnamiens se retrouvent face à un dilemme. Un conflit prolongé ne sert en rien leurs intérêts, mais les deux alternatives générales – le retrait unilatéral ou l'escalade de la guerre – sont encore moins attrayantes.

Un retrait militaire, qu'il se produise à n'importe quel moment et dans n'importe quelles circonstances, sera probablement difficile. Un désengagement unilatéral pourrait être très douloureux et avoir des répercussions majeures au niveau du Politburo à Hanoi.

L'escalade entraîne le risque pour le Viet Nam de s'empêtrer au Cambodge (dans un « Viet Nam » comme l'a dit un observateur). Elle serait dommageable aux initiatives diplomatiques en Asie du Sud-Est et pourrait déboucher sur la diminution des aides économiques fournies par la communauté internationale. Elle pourrait conduire les Cambodgiens à se rallier autour d'un gouvernement que la plupart d'entre eux considèrent certainement actuellement comme profondément détestable.

Les deux options pourraient donc se neutraliser mutuellement, ce qui laisse la possibilité de voir évoluer la lutte en une guerre prolongée mais d'ampleur limitée.

Jusqu'à présent, la stratégie du Viet Nam a été de recourir aux dernières technologies pour mener une guerre à la manière occidentale, plutôt que de se relancer dans la guerre du Viet Nam. Le général Giap a adopté les tactiques et techniques de ses anciens ennemis, les Américains, l'opération vietnamienne actuelle ressemblant beaucoup à l'incursion de ces derniers au Cambodge en 1970.

La stratégie des Cambodgiens est difficile à cerner.<sup>14</sup> Ils affirment mener une guerre populaire, ce qui implique une combinaison de lutte armée et politique. La lutte armée implique de mener une guérilla contre l'envahisseur en utilisant les trois types standard d'unités militaires. La lutte politique implique : (a) de mobiliser et de motiver le soutien du peuple cambodgien, (b) de saper la détermination vietnamienne par toute une série de moyens non militaires et (c) de s'assurer une aide et un soutien externes (notamment en diffamant les Vietnamiens).

La sollicitation de l'aide extérieure semble prendre une importance considérable. Il s'agit d'une tactique traditionnelle pour la réaction cambodgienne. Comme nous l'avons dit plus

---

<sup>14</sup> Il est en fait difficile d'avoir beaucoup de certitudes quant à la stratégie militaire passée des communistes cambodgiens ou même quant à la pensée de leurs dirigeants. Pendant la guerre, les communistes cambodgiens ne diffusaient pas de reportages, n'invitaient pas de journalistes étrangers, ne diffusaient pas d'émissions radio pirates ni ne publiaient de livres ou de revues. Les tracts de propagande distribués étaient anonymes, seulement théoriquement politiques (critiques mais pas hostiles envers Sihanouk, légèrement antireligieux) et donnaient peu d'indications sur la grande stratégie, l'idéologie ou la tournure d'esprit des dirigeants.

haut, c'était le cœur de la stratégie de Sihanouk. C'est probablement pour cela que le Cambodge a déclaré publiquement l'état de guerre. Comme l'a dit un haut responsable : « Notre seule alternative est de combattre pour capter l'attention de nos amis, proches et lointains, sur les cinq continents. C'est un combat pour l'opinion de la communauté internationale. »<sup>15</sup>

Il apparaît que le Cambodge obtient l'aide militaire qui est absolument nécessaire. En mai 1978, les militaires cambodgiens ont exhibé pour la télévision yougoslave des armes sophistiquées, toutes de fabrication chinoise, notamment de l'artillerie longue portée de 180 millimètres, des canons antichars de 57,75 et 82 millimètres et des mortiers autopropulsés de 120 millimètres.

Une question centrale concernant la stratégie cambodgienne est de savoir si le peuple cambodgien peut être rallié. Sihanouk a été sorti de la maison d'arrêt pour dénoncer les Vietnamiens (en avril), bien que la radio de Moscou ait affirmé mi-juillet 1978 qu'il était de nouveau en prison. Mais quid de la terreur déchaînée ces trois dernières années ? Sera-t-elle surmontée par le souvenir de la brutalité vietnamienne passée (et présente) ? Si les récits d'holocauste que font les réfugiés ont une quelconque validité, il est difficile d'imaginer que le Cambodgien moyen souhaite combattre et mourir pour le régime actuel. Pourtant, manifestement, les Cambodgiens combattent, et comme il faut, depuis au moins 3 ans. Un facteur semble manquer. Certains réfugiés ont avancé une explication : la terreur et les tueries étaient bien réelles et considérables, mais elles se confinaient pratiquement complètement aux citadins de la classe moyenne ; si l'on choisissait un villageois cambodgien au hasard et qu'on lui demandait dans quelle mesure la répression du régime l'avait frappé, il y a de fortes chances qu'il dirait qu'il a été privé des biens de consommation (qu'il n'avait auparavant pas en grande quantité) mais que la vie dans le village n'a pas changé tant que ça. Ajoutons à cet aspect la crainte et la haine ancestrales éprouvées à l'égard des Vietnamiens. Mais même ainsi, le villageois doit être au courant de ce qu'il se passe dans sa société, les tueries, la destruction brutale du système social. Le peuple cambodgien est face à un choix sinistre : l'histoire contre l'horreur.

L'appréciation cambodgienne officielle de la situation est favorable et optimiste. Pol Pot<sup>16</sup> a dressé une liste de ce qu'il considère comme des faiblesses stratégiques majeures du camp vietnamien :

- (1) Les Vietnamiens, en lançant leur agression, perdent le soutien de la communauté internationale. Ils vont subir d'autres pertes, comme celle de l'aide économique. Les Vietnamiens ne portent pas la perspective d'une longue guerre dans leur cœur.
- (2) La guerre est destructrice pour l'économie du Viet Nam, sa conduite coûte cher. Elle entraînera des pertes de production au Viet Nam, qui déboucheront sur des pénuries alimentaires encore plus graves. En conséquence, le mécontentement des personnes qui avaient espéré un développement économique rapide ira croissant.
- (3) Cette situation engendrera une forte opposition aux pouvoirs publics au Viet Nam du Sud, où l'insécurité et une résistance considérable sont déjà fort présentes.
- (4) Le Viet Nam ne pourra pas mener longtemps une guerre de haute technologie car il aura bientôt épuisé ses ressources et ses armes. Le Viet Nam peut être vaincu militairement.

Ces arguments rappellent ceux invoqués en parlant du Viet Nam du Nord par les observateurs américains au début de la guerre du Viet Nam.

Il est actuellement à la mode pour les observateurs extérieurs de repousser du revers de la main le potentiel militaire cambodgien en raison du rapport de force : le Viet Nam, comptant 50 millions d'habitants et 615 000 hommes en armes (la 4<sup>e</sup> armée du monde) contre le

<sup>15</sup> Ambassadeur cambodgien en RPC, Pech Cheang, le 31 décembre 1977, conférence de presse.

<sup>16</sup> Cette liste a été présentée le 17 janvier 1978 lors d'un rassemblement de masse célébrant le 17<sup>e</sup> anniversaire de la création de l'armée révolutionnaire cambodgienne.

Cambodge, comptant 8,5 millions d'habitants<sup>17</sup> et une armée de 90 000 hommes. Mais ce type d'analyse avait également été fait au début de la guerre du Viet Nam. Les conclusions tirées sur la base des rapports de force doivent être prises avec circonspection. Il se pourrait, comme ce fut le cas avec le Viet Nam, qu'il s'agisse du type de guerre dont l'issue est déterminée par d'autres facteurs.

### ÉTAT CLIENT

Cette issue pourrait prendre une ampleur modeste à considérable. Cela pourrait être l'établissement au Viet Nam d'un gouvernement cambodgien en exil qui retournera à Phnom Penh si Pol Pot est destitué à la suite d'une action interne. Cela pourrait être la prise de Phnom Penh et la mise en place d'un régime de laquais sous un Parti communiste cambodgien entretenu. En guise de manœuvre intermédiaire allant dans ce sens, les Vietnamiens pourraient partitionner le Cambodge ; les Cambodgiens affirment depuis plusieurs mois que le Viet Nam forme des Cambodgiens au Viet Nam pour s'emparer d'une portion de l'est du Cambodge, que le Viet Nam détachera par des moyens militaires. L'ambition ultime serait bien entendu d'absorber le Cambodge et de le vietnamiser, également une accusation que portent les Cambodgiens.

Du point de vue vietnamien, la mise en place d'un État client cambodgien est tout aussi attrayante que périlleuse. À tout prendre, les points positifs sont probablement plus nombreux que les points négatifs. Le moment n'a certainement jamais été plus propice. Le Cambodge est en plein chaos traumatique, s'étant littéralement déchiré. Sa population est paralysée par la terreur. Ses institutions, en ce compris l'intégralité du système économique, ont disparu, laissant derrière elles un vide socioéconomique. Il n'y a donc pas meilleur moment, aux yeux des Vietnamiens pour faire leur entrée et remettre de l'ordre. Le peuple cambodgien serait libéré de la barbarie et retrouverait la voie d'une vie meilleure. Le pire exemple au monde de violation des droits de l'homme serait éliminé. Le monde socialiste serait débarrassé d'un embarras atroce.

Les Vietnamiens pourraient simplement défaire le régime actuel, mettre un terme à la guerre et se retirer. Ou ils pourraient être tentés d'accomplir ce qui est probablement leur objectif : la mise en place au Cambodge du type d'arrangement en vigueur au Laos.

Le Cambodge accuse déjà le Viet Nam de vouloir prendre totalement le pouvoir. Il a été affirmé dans une déclaration officielle<sup>18</sup> que les Vietnamiens détruisaient systématiquement l'administration des villages cambodgiens et mettaient en place « des vestiges violents de l'ancienne société cambodgienne » en guise de nouveaux responsables. L'objectif vietnamien, aux termes de cette déclaration, est « d'empiéter sur notre territoire, de nous menacer, d'exercer des pressions et de contraindre le Cambodge à s'agenouiller et à suivre la stratégie indochinoise du Viet Nam, forçant le Cambodge à rejoindre la fédération indochinoise dominée par le Viet Nam de sorte que celui-ci puisse facilement annexer le territoire cambodgien et devenir ainsi une puissance expansionniste en Asie du Sud-Est. »

Les arguments s'opposant à la mise en place d'un État client sont redoutables. Le premier, et le plus important, est que cette option pourrait ne pas fonctionner. Tout régime installé par le Viet Nam, du simple fait qu'il a été installé par le Viet Nam, aura du mal à gouverner. La

---

<sup>17</sup> Les estimations de la population cambodgienne faites par les observateurs oscillent dans une marge de pas moins de 1,5 million. Même les données cambodgiennes officielles oscillent dans une marge de 1 million. Le chiffre de 8,5 millions peut être élevé. Il faut bien entendu tenir compte des décès récents dus à la guerre. Les Cambodgiens affirment que 800 000 personnes ont été tuées pendant la guerre. Aucun chiffre de mortalité n'est donné depuis la guerre. Comme indiqué plus haut, ce chiffre s'élève à pas moins de 2,5 millions.

<sup>18</sup> Radio Cambodge, le 6 janvier 1978.

bénédiction vietnamienne est un coup fatal pour un dirigeant cambodgien. On peut affirmer qu'un des enseignements durables tirés de la guerre du Viet Nam est qu'il est difficile sinon impossible de rendre un État client véritablement viable. Par ailleurs, lorsque les premières tentatives échouent, la tentation de vouloir intensifier les efforts est écrasante, ce qui enfoncerait le Viet Nam toujours plus profondément dans le borbier.

Un second argument est que la prise du Cambodge dérangerait l'équilibre régional des puissances, déstabiliserait l'Asie du Sud-Est et pousserait probablement les nations de l'ASEAN à relancer l'idée de l'OTASE sous le coup de la peur. De façon plus lointaine, comme nous l'avons suggéré plus haut, cela pourrait déclencher une guerre par procuration entre la RPC et l'URSS qui pourrait conduire à l'intervention de grandes puissances. Aucune de ces issues ne serait dans l'intérêt du Viet Nam.

Troisièmement, un État client n'a de sens que si le centre se rend maître de la société et dispose d'une structure de pouvoir. Si le type de régime au Cambodge est ce que nous pensons qu'il est – une autorité délibérément non unifiée – la mise en place d'un État client pourrait s'avérer techniquement impossible. Le Cambodge semble apparemment présenter une administration de type communauté au niveau du village, un groupe très restreint au sommet, et pratiquement aucune infrastructure gouvernementale entre les deux. Il n'y a en fait aucun centre à contrôler. La prise de Phnom Penh serait insignifiante. Le Viet Nam serait contraint d'envoyer des unités de suivi et de contrôle dans chaque village. Il ne s'agirait pas d'un État client, mais d'un gouvernement d'occupation militaire.

Dans tous les cas, l'élément déterminant dans un État client est l'organisation. Ce n'est pas l'esprit qui détermine la réussite, mais bien la bonne organisation. Dans le cas qui nous occupe, l'organisation doit être nationale et totale. Cette organisation doit être gérée en dépit de sabotages systématiques et d'une résistance formelle et à l'encontre du cours de l'histoire.

### SOLUTION NÉGOCIÉE

Après une analyse superficielle, la guerre frontalière opposant le Viet Nam et le Cambodge semblerait mûre pour une solution négociée standard. Cette solution pourrait être conclue par les deux parties négociant en privé de manière bilatérale, ou pourrait impliquer des tiers qui pousseraient les parties à conclure un accord en les encourageant, en les cajolant et en les mettant sous pression.

La position vietnamienne de base est favorable à une solution de ce type. Le geste le plus récent allant dans ce sens a pris la forme le 5 février 1978 d'une proposition en trois points dans laquelle Hanoi appelait à : (a) un cessez-le-feu le long de la frontière, les forces militaires de chaque partie se retirant de 5 kilomètres de ce qu'elles estiment être la frontière, (b) des négociations à Hanoi, à Phnom Penh ou sur la frontière pour rédiger un nouveau traité frontalier, et (c) la mise en place de l'un ou l'autre appareil international d'inspection et de garantie.<sup>19</sup>

Les Cambodgiens ont également affirmé de façon précoce et officielle que le conflit pouvait et devrait faire l'objet de négociations – sur la base des « cinq principes de Bandung ». Dans sa déclaration en neuf points du 30 décembre 1977, Khieu Samphan a réitéré, au point 5, la volonté des Cambodgiens de négocier.

Toutefois, en dépit de cette volonté apparente, plusieurs éléments vont à l'encontre à tout le moins de la négociation rapide d'une solution.

---

<sup>19</sup> La déclaration a ensuite été transmise officiellement au Secrétaire général de l'ONU, traduisant peut-être l'intérêt vietnamien pour une médiation onusienne.

Tout d'abord, les négociations sont dans une impasse du fait des positions des deux parties. Les Vietnamiens indiquent (et disent officieusement) qu'ils n'évacueront pas leurs forces avant que des négociations ne commencent. Les Cambodgiens refusent d'entamer des négociations tant que les forces vietnamiennes n'ont pas quitté le pays. Cette situation pourrait être contournée – le Viet Nam pourrait retirer ses forces en insistant sur le fait qu'elles n'avaient jamais été au Cambodge, ou les Cambodgiens pourraient affirmer avoir chassé les Vietnamiens sans que ce fût le cas et qu'ils souhaitent donc négocier – mais pas facilement.

Une autre difficulté est que la résolution de la question frontalière n'est qu'un élément périphérique par rapport au problème central. La démarcation de la frontière est davantage un symptôme qu'une cause. Par conséquent, tout médiateur qui réfléchit d'abord et avant tout en termes de lignes sur une carte est condamné à la déception et à l'échec. D'une manière ou d'une autre, il doit également aborder les questions psychologiques plus vastes. Ceci est particulièrement vrai si les Cambodgiens pensent ce qu'ils disent (ce qui est probablement le cas) lorsqu'ils affirment que ce qui motive les Vietnamiens dans cette guerre est un rêve impérialiste de peupler le Cambodge avec environ un demi-million de Vietnamiens par an et finalement de noyer le Cambodge dans une fédération indochinoise. Les négociations n'ont aucun sens pour les personnes qui croient en cette hypothèse.

D'autres obstacles existent encore, dont la mentalité paranoïaque des dirigeants cambodgiens actuels n'est pas le moindre. Une solution négociée impliquerait probablement le remplacement des dirigeants actuels (il pourrait s'agir d'une condition imposée par Hanoi) et la lutte est donc une question de vie ou de mort pour ces derniers. Le conflit sino-soviétique bloque en quelque sorte la négociation d'une solution, en particulier si les négociations impliquent l'une ou l'autre de ces parties. Une participation significative des États-Unis est exclue pour plusieurs raisons, dont la principale est que ce pays est un ennemi récent des deux forces en présence. Enfin, il y a la question de la politique intérieure à Hanoi au niveau du Politburo. La politique vietnamienne de ces 3 dernières années à l'égard du Cambodge peut être analysée en termes d'efforts diplomatiques patients et de médiation. Cette politique a prévalu pour un temps, mais a échoué. D'autres, principalement les composantes militaires du Politburo, ont défendu l'option de la solution militaire (en quelque sorte une politique basée sur le fait de « donner une leçon à ces négros ») et on leur a finalement donné leur chance. Toute issue influera donc sur ce conflit au sein du Politburo.

## **LA GUERRE FRONTALIÈRE ET LE RESTE DU MONDE**

La première réaction de la communauté internationale à l'annonce de la guerre frontalière entre le Viet Nam et le Cambodge a été de ne pas s'en mêler. Il y a quelques années, de nombreuses nations auraient eu fortement tendance à intervenir. Ici, chacun a agi prudemment, ne voulant s'engager d'aucune façon. À l'exception de la Chine, cette attitude a toujours cours. Cette guerre n'a dès lors qu'une signification limitée pour le reste du monde.

À ce jour, ni les efforts vietnamiens ni les efforts cambodgiens fournis pour induire un soutien extérieur étendu ne semblent avoir donné beaucoup de résultats. La plupart des gouvernements ont produit l'une ou l'autre déclaration sur la guerre. Nombre de ces déclarations ont été récupérées par les médias d'Hanoi et interprétées comme un soutien à la cause vietnamienne. Toutefois, un examen du texte original de ces déclarations n'indique pas plus un soutien à la cause vietnamienne qu'un soutien à la proposition (faite par le Viet Nam, mais également appuyée par le Cambodge) de mettre un terme à la guerre par le biais de négociations. Cuba et la Yougoslavie semblent soutenir assez solidement le Viet Nam tandis que le Cambodge a obtenu des déclarations de soutien un peu plus fortes que la normale de la

part de la Corée du Nord et des partis communistes en Australie et en Suède. Un thème commun dans toutes ces déclarations est que la guerre pourrait d'une manière ou d'une autre faire avancer la cause de l'impérialisme dans le monde.

L'URSS a un intérêt majeur dans cette guerre, étant donné ses liens intimes avec le Viet Nam. Elle est fermement aux côtés des Vietnamiens, même si le cœur de sa position consiste à soutenir une solution négociée pour mettre un terme à la question.

Moscou dépeint la guerre principalement en termes d'hostilité chinoise à l'encontre du Viet Nam, qui se fonde, dit-elle, sur le ressentiment chinois concernant le succès du Viet Nam dans la guerre du Viet Nam. Le soutien chinois pour le Cambodge est dépeint comme un exemple de l'expansionnisme de Pékin, de sa politique qui consiste à monter les nations les unes contre les autres en Asie, à encourager le terrorisme et la subversion sur les territoires des jeunes nations asiatiques indépendantes, le chantage économique, les provocations armées et les pressions militaires – toutes ses manœuvres étant vues à l'œuvre au Cambodge au service de la RPC. Moscou affirme, citant des sources médiatiques occidentales, que des centaines de Chinois servent et combattent (dans un rôle consultatif) au Cambodge et que Pékin fournit des armes en grandes quantités.

La guerre continuant à s'enliser mois après mois, s'établissant et s'institutionnalisant graduellement à Phnom Penh et à Hanoi, il est apparu que de nouvelles influences affectaient les relations avec les autres pays, la plupart subtiles et pour la majorité indirectes. Le Cambodge a abandonné son attitude d'unique république populaire ermite au monde et a commencé à envoyer des représentants à l'étranger pour des missions de conciliation. Il a cherché à rafistoler ses relations avec la Thaïlande et à obtenir un soutien en Asie du Sud-Est. Il a intensifié ses efforts visant à renforcer ses liens avec la Chine. Pour le Viet Nam, la guerre a tué ce qui était de toute manière une politique mourante, maintenant une égale distance dans le conflit sino-soviétique, et a placé le pays au devant d'un affrontement avec la Chine. Elle a également poussé Hanoi à considérer l'ASEAN avec davantage de bienveillance qu'auparavant, et à renouveler ses ouvertures à des relations normalisées avec les États-Unis.

#### LA POSITION DE LA CHINE

La position officielle de la Chine sur le conflit vietnamo-cambodgien est que Moscou en a été l'instigatrice pour étendre son hégémonie dans la région. Le Viet Nam était un partenaire subalterne enthousiaste dans l'aventure puisque la guerre sert l'ambition vietnamienne, qui est non seulement d'établir une fédération indochinoise, mais également de dominer toute l'Asie du Sud-Est. La Chine n'a pas encouragé le Cambodge à attaquer le Viet Nam et elle met ce dernier au défi de prouver le contraire. La Chine aide le Cambodge notamment parce qu'elle considère que sa cause est juste (à savoir la question frontalière – la Chine affirme que la frontière a été fixée injustement par les Français au détriment du Cambodge), en vertu de son devoir international à l'égard des nations socialistes, et parce que le Cambodge est victime d'une agression (la Chine aide le Cambodge dans le même esprit que celui qui l'animait lorsqu'elle avait aidé le Viet Nam autrefois). Le Cambodge, affirme la Chine, finira par gagner la guerre parce que les facteurs moraux prévalent toujours sur les facteurs matériels – comme les Vietnamiens l'ont eux-mêmes prouvé à une époque – et que dans le conflit actuel, les facteurs moraux sont en faveur du Cambodge.<sup>20</sup> Les Chinois apparaissent intéressés par une médiation pour régler le conflit. Pékin semble également s'inquiéter de se faire prendre au piège d'une manière ou d'une autre par la guerre (il a été suggéré dans certains milieux que

---

<sup>20</sup> Pour une déclaration complète et représentative de la position de Pékin, voir le commentaire du *People's Daily*, NCNA Pékin, le 11 juillet 1978.

toute l'affaire avait été provoquée par les Cambodgiens uniquement à cette fin), ce qui pousse la Chine à la prudence, même quant à un éventuel rôle de médiateur. Les affirmations d'implication directe de l'URSS, portées par Pékin, sont largement confinées pour s'accorder aux affirmations cambodgiennes : « Des ressortissants européens ont été vus dans des chars soviétiques sur le front de Krek. Ils avaient le nez pointu, les cheveux roux et portaient des vêtements blancs comme ceux que portent les ouvriers de fonderie \* \* \* (diffusion trop faible), les émissions radio entendues depuis les chars étaient en russe. »

La guerre du Viet Nam contre le Cambodge a irrité la Chine, notamment parce que le Cambodge est important pour la Chine, davantage apparemment que ce que les Vietnamiens l'avaient réalisé au départ. Mais plus important, le Cambodge était un symptôme du comportement incorrect des Vietnamiens au cours de ces dernières années, à savoir l'ignorance de l'obligation de déférence à laquelle la Chine considère avoir droit de la part du Viet Nam. L'action militaire vietnamienne à l'encontre du Cambodge, l'intimité croissante avec l'URSS, des insultes étudiées sur les îles et le mauvais traitement des Chinois se trouvant au Viet Nam, tous ces éléments combinés ont poussé la Chine à agir. Et elle a agi, dans une série de manœuvres surprenantes qui se sont ajoutées à une stratégie de la corde raide qui a eu tôt fait de susciter l'anxiété des Vietnamiens.

L'objectif premier de la Chine était apparemment de dissuader le Viet Nam d'initier une quelconque manœuvre nouvelle et drastique au Cambodge, telle que l'occupation de Phnom Penh et la mise en place d'un État client, ou le partitionnement du Cambodge et l'installation d'un gouvernement pro Hanoï dans la région orientale. Si telle était l'intention de la Chine, elle semble avoir réussi. La guerre frontalière a perdu en intensité. Mais peut-être a-t-elle trop bien réussi. Il se peut que la Chine soit allée trop loin et ait déconcerté le Viet Nam au point qu'il se rue dans un rapprochement bien plus intime avec l'URSS, qui pourrait de façon concevable déboucher sur l'arrivée de l'armée soviétique sur le sol vietnamien.

### QUELQUES CONCLUSIONS SUR LA GUERRE FRONTALIÈRE

(1) L'héritage vietnamo-cambodgien de rancune et de méfiance est aussi profond et éternel que tout autre existant ailleurs, comparable aux antipathies entre les Grecs et les Turcs, les arabes et les juifs, les musulmans et les hindous. L'actuelle guerre frontalière est donc un élément d'un conflit ethnique dont l'origine remonte à plusieurs siècles.

(2) Quels qu'aient été les liens unissant les communistes vietnamiens et cambodgiens ces 40 dernières années – qui ont toujours été plus ténus que ce que croient les étrangers – ces liens n'existent plus.

(3) L'expérience historique du Cambodge est que les politiques de relations extérieures qui fonctionnent bien ailleurs – telle que la politique de l'équilibre des puissances et les alliances militaires – ne fonctionnent pas pour le Cambodge. Pour les Cambodgiens, l'issue de l'actuelle guerre est leur survie.

(4) Les communistes vietnamiens ont longtemps considéré qu'une fédération indochinoise était la configuration politique correcte ultime pour la péninsule. Par nécessité, cette configuration requerrait d'obtenir l'accord du Cambodge et du Laos, ou du moins de trouver des dirigeants dans les deux pays prêts à se laisser convaincre par l'idée. Les Vietnamiens ne sont pas pressés de créer une fédération indochinoise.

(5) L'actuelle guerre frontalière, qui est en fait un conflit communiste interne, fait rage depuis au moins 1970. Aucune des parties ne peut être condamnée comme l'instigatrice de cette guerre, aucune n'en est simplement la victime.

(6) La stratégie militaire que le Viet Nam adopte au Cambodge consiste en une guerre de haute technologie de type occidental. Elle ne s'est pas révélée aussi fructueuse que ce que les

planificateurs vietnamiens l'avaient prévu, en ce sens que l'offensive militaire, rapide et violente, n'a pas eu l'effet immédiatement décisif attendu.

(7) Le comportement cambodgien durant cette guerre n'est pas aussi irrationnel qu'il paraît. La stratégie et la rhétorique cambodgiennes revêtent une certaine logique, en particulier lorsqu'on les replace dans le contexte de l'histoire cambodgienne.

(8) Mi-1978, la Chine s'est lancée dans une stratégie de la corde raide avec le Viet Nam sur plusieurs questions, l'une d'elles étant la guerre frontalière. Cela a eu pour effet d'inhiber les manœuvres vietnamiennes, militaires ou autres, au Cambodge. Cela a également contribué à faire de la guerre elle-même une sorte de pion dans la lutte à trois que se livrent le Viet Nam, la Chine et l'URSS.

(9) La réaction des autres nations face à la guerre a pris la forme d'une répugnance universelle à s'impliquer. Elles appellent toutes une solution négociée de leurs vœux, mais aucune ne semble vouloir diriger la médiation, de crainte de se retrouver empêtrée. Cette répugnance progressera probablement à mesure que le conflit perdurera.

(10) L'issue la plus probable de cette guerre semble actuellement être une prolongation pour une durée indéterminée, c'est-à-dire une alternance indécise entre intensification et affaiblissement des combats. La deuxième issue la plus probable – la transformation du Cambodge en État client – est une perspective attrayante pour le Viet Nam mais présentant de nombreux dangers. La troisième issue la plus probable, la négociation d'une solution, pourrait se concrétiser, mais cette voie est semée d'embûches énormes.

(11) Les dirigeants cambodgiens eux-mêmes sont l'indicateur principal et le plus fiable d'une rupture dans la situation. Pol Pot et ses associés font office de baromètre, car leur destin et la guerre sont liés. Tout changement s'opérant parmi les dirigeants du Cambodge traduira très probablement un changement d'orientation significatif dans les événements.